



CTL du 16 janvier 2015

A l'ordre du jour du CTL qui s'est tenu ce matin (contrairement à des informations diffusées par ailleurs, celui-ci n'a aucunement été reporté), deux sujets :

- La gestion des emplois en 2015,
- Les conditions d'exercice de la mission des agents affectés sur l'équipe départementale de renfort.

Sur le premier point, nous avons rappelé par notre déclaration liminaire, notre totale opposition à la poursuite des suppressions d'emplois et réaffirmé la demande de FO de retrait du « Pacte de responsabilité ».

Nous avons limité notre intervention à deux points en dénonçant:

- la justification des suppressions d'emplois par de "pseudo" gains de productivité. Cette notion occulte complètement l'idée même du service public ;
- ce projet qui implique directement et à court terme, les restructurations du réseau et les remises en cause des missions (missions foncières, réseau GP...)

Ceci est inacceptable, vos élus FO s'y sont farouchement opposé en votant contre toute suppression d'emploi et contre la poursuite du démantèlement du réseau.

L'ensemble des élus FO-DGFIP a donc voté contre ce projet.

Par ailleurs, nous avons évoqué l'organisation nouvelle de l'équipe de renfort (EDR) qui réunit et remplace EDRA (Echelon départemental de Renfort et d'Assistance- FF), EMR (Equipe Mobile de Renfort- GP) et EMR CPS relais soit au total soixante emplois (respectivement 30, 18 et 12).

Nous avons dénoncé :

Le mode de calcul du régime indemnitaire, la non-spécialisation métier dans les SIP, la non-sectorisation du périmètre géographique d'intervention des agents.

Enfin, les chiffres qui nous ont été communiqués concernant le « vivier » laissent apparaître des discordances avec les vacances de postes. Par exemple, en B, huit agents sont intégrés au vivier alors qu'aucun emploi n'est vacant. Bien des espoirs risquent d'être ainsi douchés !

Les élus FO-DGFIP 69 : C. ANCIAN, J.L. PELLETIER, E. ESTENNE ; O. SARAGOSSA ; Y. RAICHL

PS : SI VOUS SOUHAITEZ PLUS DE DETAILS, N'HESITEZ PAS A NOUS CONTACTER

(fo.drifip69@dgfip.finances.gouv.fr / 04 72 40 77 12)

BULLETIN D'ADHESION

NOM : PRENOM :

GRADE :

AFFECTATION :

.....

déclare vouloir adhérer **F.O. DGFIP** Fait à

.....le..... (signature)